

2024

ANNALES

Épreuve - HGGMC

CONCOURS
ECRICOME
PREPA

FILIÈRE ÉCONOMIQUE

ET COMMERCIALE

VOIE ECG

SOMMAIRE

ESPRIT DE L'ÉPREUVE	PAGE 3
PRINCIPES DE NOTATION.....	PAGE 4
CORRIGÉS	PAGE 7
RAPPORT DU JURY	PAGE 19
CONSEILS AUX FUTURS CANDIDATS	PAGE 23

ESPRIT DE L'ÉPREUVE

Au fil des années l'épreuve de géopolitique aux concours de la Banque ECRICOME s'est bâtie autour d'une **originalité** désormais validée et installée :

1. **Le choix entre 2 sujets** qui doivent permettre d'offrir au candidat un sujet assez généraliste (souvent articulé sur les programmes de première et deuxième année) et un sujet souvent plus régionalisé au cœur des grands enjeux géopolitiques contemporains. Les sujets sont souvent bâtis autour d'une question qui donne sens au libellé du sujet et invite à une approche personnelle d'un des grands débats de géoéconomie et de géopolitique du programme.
2. **Le choix d'un sujet associé à une carte**, avec désormais 3 questions à traiter portant sur les enjeux centraux de la carte proposée. **Cette volonté de maintenir la carte comme document d'appui reste prioritaire** (en lieu et place de la carte de synthèse proposée à d'autres concours). Les candidats au travers des 3 questions vont exercer leur sagacité, témoigner de leur capacité à aller à l'essentiel, valoriser leur sens critique et affirmer leur aptitude à dégager la portée d'un document.
3. **Des inflexions ont été cependant données à l'épreuve à partir de la session 2023 du concours : le deuxième sujet est accompagné de documents statistiques** à la périphérie du thème abordé et 3 questions au libellé simple invitent le candidat à proposer ses réflexions sur des enjeux du sujet. Il ne s'agit pas d'un exercice de commentaire de documents, mais de questionner des documents pour en faire comprendre l'importance.
4. **La notation globale de 6 points sur 20 pour les questions (sujet 1 ou 2)** situe l'importance de cet exercice nouveau, la volonté d'en faire un instrument de valorisation de connaissances acquises, d'appréciation des capacités à aller à l'essentiel et de bonification d'une rédaction efficace (environ deux pages recommandées). Les dissertations sont, elles, notées sur 14. Rappelons que le candidat est obligé de traiter les questions liées au sujet retenu (pas de panachage !) et de traiter la dissertation et les questions sous peine de voir sa notation mécaniquement amputée. Hélas la session 2024 a valu quelques rares dérapages à ce niveau.
5. **En 4 heures le jury s'attend donc :**
 - à une copie qui montre mais surtout démontre,
 - à une copie qui respecte les codes de la dissertation (introduction avec définition des termes du sujet, problématique, présentation du plan ; développement avec une rigueur dans les enchaînements des parties et une conclusion, bilan et ouverture),
 - à un raisonnement qui hiérarchise les faits, relativise les données brutes, compare et pondère des jugements souvent proches de clichés (les dégâts du journalistique),
 - à un devoir où les exemples sont choisis, synthétisés, actualisés, évitent le récitatif de cours et sont mis en perspective,
 - à une rédaction qui accepte un contrat initial : 30 fautes = notation maximale sur 10 et non sur 14 de la partie dissertation,
 - à une utilisation personnelle de la chronologie (lorsqu'elle figure dans l'énoncé du sujet) ou des documents sans les paraphraser,
 - à la mobilisation de toutes les composantes de la matière, c'est-à-dire une dimension historique, spatiale, géopolitique et économique.

Finalement cette épreuve est un moyen original, spécifique au concours ECRICOME PRÉPA pour classer et sélectionner les bons candidats cultivés, débatteurs, ouverts sur l'actualité, et capables de rédiger et surtout de démontrer !

PRINCIPES DE NOTATION

■ SUJET 1 :

1° Si souvent les élèves hésitent sur le cadre chronologique de leur dissertation, force est de constater qu'ici le sujet est précis : « **au XXIème siècle** » ... donc le premier quart de siècle devait être le terrain d'étude imposé. Cela n'excluait bien sûr pas des références au passé car analyser **de « nouvelles »** dépendances était une invitation à suggérer les anciennes pour marquer des évolutions, des inflexions, sinon des révolutions, sans oublier les permanences. Mais conseillons aux candidats de commencer par l'actualité du sujet (la nouvelle donne) plutôt qu'un long récit narratif de la colonisation avant les « indépendances ».

2° « **dépendances** » : le terme renvoie à plusieurs registres de perte d'autonomie vis-à-vis d'un partenaire, à un besoin vital de liens quels qu'en soient les coûts. Les dépendances sont multiples :

- **économiques** avec l'introduction de risques de détérioration des termes de l'échange dans le commerce des matières premières dont les cours sont cycliques et l'intégration des pays africains dans le commerce mondial a pu être vécue ainsi en termes de régression ;

- **technologiques**, même si l'Afrique essaie de construire un avenir par les NTIC, les GAFAM comme les grands opérateurs européens ou asiatiques sont omniprésents sur le continent. Elle rattrape son retard mais plus par une inféodation aux géants de l'information que par elle-même ;

- **militaires** car devenus terrain d'exercice des grandes puissances, les États africains ont été soumis à des dominations, qui les ont rendus étrangers à eux-mêmes, et les ont empêchés de gérer par eux-mêmes les conflits (Djibouti devenue plateforme militaire internationalisée aux multiples concessions) ;

- **géopolitiques** car l'Afrique devient de plus en plus une terre d'expression des volontés hégémoniques : rôle accru de la Russie, présence chinoise de plus en plus affirmée, et ce au détriment de puissances coloniales d'hier (déclin de la « Françafrique »). Le djihadisme y trouve un refuge comme en Libye pour Daech ou dans les combats de fractions radicalisées : Boko Haram, Mujao, Aqmi). La Chine y trouve un relais de ses campagnes pour isoler Taiwan puisqu'il ne reste plus que l'Eswatini (ex-Swaziland) pour respecter ses engagements avec Taiwan ;

- **culturelles** avec le poids du « *brain drain* », des modèles d'administration plaqués, des phénomènes d'acculturation induits.

3° Au travers de la description des dépendances devait apparaître une problématique imposée par l'actualité du sujet : après la décolonisation et les indépendances, **n'y a-t-il pas un nouveau cycle de décolonisation occidentale** qui s'amorce, prenant en compte les dépendances persistantes dans l'interdépendance ? De **nouvelles formes d'impérialisme** de la part de puissances nouvellement appelées pour théoriquement diversifier les partenaires et réduire les dépendances, ne se mettent-elles pas en place ? **L'Afrique est-elle, après des siècles de domination, devenue « indispensable à elle-même » (AC Robert) ?** On peut en douter.

4° La question posée était une façon **d'éviter les clichés d'un afro-pessimisme réducteur** tant il est vrai que l'Afrique a su trouver des réponses originales aux dépendances héritées mais sans sacrifier à **un afro-optimisme béat** car les retards sont patents et l'Afrique est plus influencée que capable de produire des influences : les présences armées russes et le poids des investissements chinois étaient là pour montrer qu'une voie africaine de développement, une valorisation autonome des rentes africaines appartiennent encore plus aux mythes qu'au quotidien africain.

5° Dans l'accélération du monde, et le magma des tectoniques de recomposition des rapports de force actuels, l'Afrique a une part singulière comme réservoir de matières premières (mais on en est plus au « coffre-fort » du XIXème qui pouvait être pillé, cf premières mesures au Sénégal qui visent à réécrire les contrats miniers et agricoles conclus), comme réservoir de main d'œuvre (mais les migrations transsahariennes sont désormais stigmatisées pour leur encadrement mafieux, leur atteinte aux droits de l'homme fréquents dans des camps de

transit), comme creuset d'une nouvelle culture (rôle de la mode, du cinéma), comme anticipation des grands défis du XXIème siècle (climatique : eau, défi sanitaire : Sida, Covid...)

6° L'actualité était bien sûr un des leviers de ce sujet car les élections démocratiques différées du Sénégal ou les coups d'État des pays sahéliens, comme le retour à des guerres classiques dans la corne de l'Afrique, ou encore les votes de l'Afrique à l'ONU sur les résolutions condamnant l'opération militaire spéciale russe en Ukraine, fournissaient des arguments pertinents. L'élargissement des BRICS à l'Egypte, à l'Ethiopie, et la signification de cet élargissement pour la Chine permettaient de montrer que l'Afrique est peut-être mieux partie (repartie ?) et dans une nouvelle direction...

7° Au total même si « *l'Afrique et le jeu des grandes puissances* », « *l'Afrique au bord du monde* », « *guerres et développement en Afrique* » et autres sujets avaient déjà été retenus aux concours, ce sujet pouvait permettre une approche originale des mutations de l'Afrique contemporaine et de ses ambitions inavouées... A l'heure où des concepts contestés comme le « *Sud global* », « *l'Occident collectif* » envahissent les décodages de l'ordre mondial, il paraissait important de situer l'Afrique, ses capacités à s'exprimer d'une seule et même voix et à être responsable d'elle-même ou de vivre au rythme de nouvelles dépendances... C'est dire qu'une prime a été donnée aux candidats qui montraient **l'hétérogénéité du continent**, qui échappaient à cette « *volonté d'ignorance* » décrite par Achille Mbembe qui caricature le continent de 55 États comme uniforme et promis à n'être qu'une terre de dérégulation ou une terre d'élection. Certes *l'Afrique est entrée dans l'Histoire (sans nous)* pour Sonia Le Gouriellec mais jusqu'où ? C'était là tout l'enjeu du sujet.

■ SUJET 2

Analyse des termes et des enjeux du sujet :

Il s'agit d'un sujet-débat qui pourrait appeler une réponse par oui ou par non, même s'il semble souhaitable ici de rester prudent. C'est aussi un sujet avec une dimension comparative (si nous sommes entrés dans l'ère de la démondialisation, c'est que nous sommes sortis d'une autre ère : laquelle ? Quelles différences ?). Enfin, c'est un sujet qui invite à faire une analyse prospective.

La « démondialisation » se définit par rapport à la mondialisation. La mondialisation étant l'augmentation forte des différents types de flux à l'échelle internationale (flux de biens et services, flux de capitaux, flux migratoires, flux d'informations), la démondialisation, au sens strict, consisterait, non pas en la fin des flux internationaux, mais en une baisse de ces flux.

L'« ère de la mondialisation » commence dans les années 1970-1980. Il convenait de pénaliser les copies qui évoquaient la mondialisation à partir de 1945 ou pire encore depuis la fin du XIXème siècle et le début du XXème siècle (qui marquent l'apogée d'une « première mondialisation » envisagée par S. Berger - *Notre première mondialisation*, 2003 - avant que celle-ci ne soit « cassée » par la Grande Guerre). La mondialisation s'accélérait fortement dans les années 1990 et 2000. Il n'est alors pas question de démondialisation, sauf sous la plume de ceux qui la souhaitaient (anti-mondialisme) comme le sociologue philippin Walden Bello, qui aurait inventé le terme (*Deglobalization : Ideas for a New World Economy*, 2002). Ici le sujet n'est pas « pour ou contre la démondialisation ? », mais ses éventuels avantages et risques devaient être au moins partiellement abordés dans la dissertation. Le rôle des acteurs altermondialistes pouvait être évoqué comme étant susceptible de favoriser la démondialisation. De nombreux autres acteurs devaient être mobilisés dans la réflexion : les FMN qui peuvent émettre des IDE et qui représentent les 2/3 du commerce international (dont la moitié est du commerce intra-firme) ; les États qui peuvent encourager ou décourager les flux ; les organisations régionales ou mondiales (OMC...) ; les acteurs illégaux également car il existe une mondialisation illégale qui semble loin de ralentir et que les copies pouvaient évoquer.

A partir de la crise des *subprimes* (2009), la dynamique de certains flux (commerciaux, financiers) n'est plus la même. On note une décélération, qui s'amplifie depuis 2020 avec la crise de la COVID-19. Au-delà des facteurs

conjuncturels (crises), il semble donc se dessiner un mouvement de fond qui devait être questionné dans la dissertation.

Le sujet comporte aussi une dimension spatiale : il était attendu que les candidats se demandent si tous les territoires (aux différentes échelles) sont concernés de la même façon par l'évolution des différents types de flux. Il fallait en particulier s'intéresser aux dynamiques qui concernent les PDEM et à celles qui concernent le groupe (hétérogène) des émergents.

Remarques complémentaires :

Un plan par type de flux (flux commerciaux – flux de capitaux – flux migratoires) était possible mais risquait d'être très descriptif et d'entraîner des redondances.

Le plan chronologique n'était lui pas envisageable. Une première partie qui aurait fait un traitement historique de la mondialisation aurait été hors-sujet.

Une copie qui ne s'appuyait sur aucune donnée statistique ni sur aucun exemple précis ne pouvait pas être très bien notée.

CORRIGÉS

■ SUJET 1

« L'Afrique au XXI^{ème} siècle : de nouvelles dépendances post-coloniales ? »

→ Réponses aux questions :

1. Pourquoi peut-on parler d'une « nouvelle ruée vers l'Afrique » (« new scramble for Africa ») ?

Le « *Scramble for Africa* » ou « course à l'Afrique » est une expression datée (1884) dans les coulisses de la conférence de Berlin sur le partage du continent au cœur de la colonisation prédatrice (économie de traite, extraversion de minerais et de richesses agricoles). Sous couvert de bons sentiments (*the white man's burden* de R Kipling), de grandes puissances européennes (France, Grande-Bretagne, Allemagne, Belgique, Portugal), font de la politique coloniale (vassalisation, pillage de ressources et exploitation de main d'œuvre) un horizon de leur politique industrielle et une réponse à leurs besoins. Les rivalités servent de point d'ancrage de politiques expansionnistes qui préparent les affrontements de la Première Guerre mondiale.

Dès lors, parler de « *new scramble* » en 2024 n'est pas qu'un effet de style : les grandes puissances d'aujourd'hui sont au balcon de la prétendue « renaissance » africaine (outre les puissances historiques, les « montantes » comme la Russie, la Chine, les Emirats Arabes Unis et la Turquie avec Erdogan, dirigeant non africain qui a visité le plus d'États africains, mais aussi les États-Unis, l'Inde ou encore le Japon. Ces puissances sont prêtes comme la Chine à accaparer des terres, créer des zones franches industrielles, signer des contrats de livraison de matières premières (cobalt, chrome, coltan dont 60% des réserves mondiales sont au Kivu...) dénoncés souvent comme déséquilibrés. Au banquet de l'Afrique s'invitent ainsi des puissances comme la Turquie (stade au Rwanda, aéroport au Niger et... 44 ambassades), l'Inde (santé), la Russie (uranium, bauxite). Les arrière-pensées géopolitiques sont aussi évidentes : la Turquie a la nostalgie d'une grande politique ottomane car « *le monde est plus grand que cinq membres du conseil de sécurité* » ; la Russie espère rompre son isolationnisme post opération spéciale en Ukraine ; la Chine compte les voix de ceux qui se démarquent de Taïwan. Si l'on assimile *landgrabbing* à expulsion, livraison d'infrastructures à (sur)endettement, matières premières à prédation ou DTE, aide militaire à souveraineté suspendue... on n'est pas loin des impérialismes de la fin du XIX^{ème}. Les Européens reculent, les pays asiatiques mais aussi les pays arabes s'affirment. Certains parleront de « diversification des partenariats » pour les pays africains, de renouvellement d'alliances au profit de leur souveraineté mais au-delà d'un anti-occidentalisme inverse de la situation du XIX^{ème}, la donne globale a-t-elle réellement changé ?

2. Quelles sont les priorités de l'investissement chinois en Afrique ?

Longtemps après la mythique rencontre de la civilisation chinoise et africaine avec Zeng He, l'amiral eunuque musulman (1371-1433), la Chine réactualise les complémentarités entre ces deux ensembles désormais associés par BRICS interposés ou « Sud global » imaginé autour d'un même destin face à l'Occident.

Les priorités de l'investissement chinois confortent l'idée que le « Win-Win » appartient plus à la propagande qu'au quotidien des relations sino-africaines. La Chine est à la quête de matières premières (accords avec la Zambie cuivre ou la RCA : cobalt), elle souhaite consolider ses approvisionnements en pétrole (le Soudan sud voit la CNPC transiter vers Juba, nouvel épicentre de l'eldorado pétrolier soudanais). Elle équipe des infrastructures de desserte et d'exportation (oléoduc vers Mombassa, barrages sur l'Inga). La Chine n'est plus la seule mais a initié l'accaparement de terres pour garantir sa sécurité alimentaire. Elle investit également dans le culturel, façon de déployer avec ses instituts Confucius un *soft power* efficace. Elle intègre le développement africain dans la dynamique des « nouvelles routes » maritimes de la soie, façon de mailler une mondialisation déséquilibrée en sa faveur. La Chine verrouille aussi ses marchés africains en développant des bases militaires comme à Djibouti ; l'accès aux détroits de Bab el Mandeb et d'Ormuz est une garantie pour son avenir énergétique.

La lecture du commerce extérieur de la Chine avec les pays africains confirme cette volonté très passéiste de puiser dans le « coffre-fort géologique » africain : c'est pourquoi le Nigeria ou l'Angola sont aux avant-postes. Cette participation de la Chine à un *new scramble for Africa* n'interdit pas de penser que si la Chine souhaite fixer un

nouvel ordre mondial, elle pourra d'autant mieux le faire que ses forums sino-africains seront plébiscités et que Taïwan ne fera pas obstacle à sa légitimité de seule Chine représentative dans le concert des nations.

3. Comment analyser l'intérêt concomitant de la Russie et de la Chine en Afrique ?

Le temps où Brejnev était nommé « Brejnev l'Africain » pour son nouveau regard porté sur l'Afrique, semble de retour depuis une dizaine d'années. Les Russes sont désormais conduits à marcher dans les pas de la Chine en Afrique mais sans que l'on puisse parler d'un véritable suivisme. Car Chine et Russie ne sont pas seulement partenaires ; il existe aussi entre elles une forme de rivalité.

La Russie entretient en Afrique des sociétés privées qui accélèrent les ruptures de contrats de certains pays sahéliens notamment avec les armées occidentales comme au Niger ou au Mali où le groupe Wagner, qui est en train de muter en « Africa Corps », a proposé en 2021 ses services contre le djihadisme ou en 2018 en RCA auprès du président Touadéra avec en prime gestion des ressources minières. La vente d'armes compense des marchés qui se ferment surtout avec des marchés parallèles qui fleurissent dans les sécessions et les mercenariats mobilisés. Personne ne niera que la Russie ne soit aussi intéressée par les matières premières africaines avec le groupe Rusal (aluminium) en Guinée. La Russie trouve sur le continent des marchés pour son blé surtout avec les pénuries artificiellement entretenues par le blocage partiel du détroit du Bosphore au cœur de la guerre russo-ukrainienne.

Elle gagne en Afrique une influence, avec des soutiens ou plus d'abstentions ou des neutralités précieuses à l'ONU, pour éviter un isolement diplomatique et des sanctions (dès 2022, 17 pays africains se sont abstenus de juger l'opération militaire spéciale). Elle peut aisément (ré)écrire une Histoire surtout quand Vladimir Poutine rappelle « *les liens traditionnellement amicaux, le soutien de Moscou aux mouvements de libération nationale des peuples d'Afrique, à la formation des jeunes Etats (économie et armées), le rôle dans l'émancipation d'hier donc d'aujourd'hui* ».

La Russie fait de l'Afrique une base arrière de propagande : elle y occupe l'info-sphère par des « fermes à trolls » visant à décrédibiliser les positions occidentales. La Russie n'hésite pas à jouer la carte de la suppression de dettes pour avoir une carte à jouer que la Chine n'a pas et les sommets Russie-Afrique systématisés depuis 2022 font partie de l'événementiel poutinien dans sa bataille de communication diplomatique. Enfin, plus que pour la Chine, la Russie ne néglige aucune occasion pour pourfendre « *l'arrogance de l'Europe* », son impérialisme passé et présent, et même si les parts de marchés de la Russie en Afrique sont relativement faibles (2,4% en 2022 contre près de 20% pour la Chine ; seulement 1% des IDE), le continent africain devient un levier de la recomposition de l'influence russe même face à la Chine. Une géopolitique des intérêts bien compris...

→ Plan possible suggéré pour la dissertation :

1° L'Afrique, un continent de plus en plus inséré dans une mondialisation active : d'une décolonisation à l'autre... ?

De nouveaux partenariats ...

- L'Afrique est devenue une question asiatique bien plus qu'européenne

Au cours des deux dernières décennies l'Afrique a connu une diversification inédite de ses partenaires. Si les anciennes puissances coloniales ont perdu leurs positions hégémoniques (France qui a perdu la moitié de ses parts de marché et doit se contenter de moins de 5% depuis 2020), des puissances asiatiques ont pris le relais comme la Chine 1^{er} partenaire commercial du continent désormais (17% de parts du marché) mais aussi l'Inde (6,4%). L'historien Achille Mbembe résume cette nouvelle configuration « *les flux ne s'opèrent plus uniquement de façon verticale entre le Sud et le Nord mais les trafics les plus créatifs relient l'Afrique à l'Asie, ce qui se joue dans ce déplacement géographique c'est le futur du continent africain* ».

- L'Afrique diversifie ses partenaires et le monde arabe est aux avant-postes : les investissements directs des 6 pays membres du Conseil de coopération du Golfe ont atteint 102Mds de \$ dont les 2/3 en provenance des EAU, lesquels sont rentrés depuis janvier 2024 dans les BRICS... L'intérêt n'est pas que la quête de débouchés pétroliers mais aussi dans le cadre du « *landgrabbing* » l'acquisition de terres

arables pour leur sécurité alimentaire ou l'animation de programmes de biocarburants. La gestion du port de Dar es Salaam a été confiée aux Emiratis de DP World. La ligue arabe et l'Union africaine animent des rencontres régulières depuis le sommet du Caire de 1997 et la 5^{ème} session de 2023 consolide les interdépendances. La BADEA (banque arabe pour le développement économique en Afrique) est le levier financier de ces initiatives depuis 1973. La finance islamique pour Anne-Cécile Robert est un fer de lance de l'action des pays arabes par le relais de la BII qui polarise un tiers de ses crédits vers le continent africain soit plus de 7 mds de dollars de 2015 à 2021

L'Afrique et ses potentialités sont des enjeux géoéconomiques majeurs : 30% des ressources minérales de la planète expliquent les nouvelles convoitises avec les possibles opportunités dans les mines, les ports, la téléphonie, les infrastructures, les banques au cœur de l'industrialisation à pas forcés et aucune des grandes puissances régionales ne veut être en reste sur cet eldorado. Beaucoup de puissances montantes trouvent intérêt aux partenariats avec l'Afrique. Même modeste dans ses échanges avec le continent, la Turquie est un bon exemple de cette nouvelle dynamique. Elle y trouve une légitimité, un écho à la diplomatie ottomane rayonnante sur l'Afrique du Nord, et « Erdogan l'Africain » a fait 40 voyages et créé/consolidé 44 ambassades pour parvenir à ses fins : montrer que le monde ne se résume pas à 5 puissances.

Une désoccidentalisation se met en place, même si des relations avec des partenaires classiques se perpétuent. Ainsi la fin de la guerre froide, puis l'hypermondialisation et désormais la nouvelle fragmentation du monde ont multiplié les nouveaux participants à la renaissance africaine (officiellement) et... à la valorisation par le continent africain de leurs propres intérêts. Désormais il n'y a plus une « Afrique utile » et une Afrique périphérique mais tout le continent est utile dans la lutte d'influence que se livrent les puissances. Quel parti peut en tirer l'Afrique et avec quelles contraintes ?

Il serait faux de prononcer le requiem de la Françafrique sans nuancer le tableau de la présence française encore forte au Tchad, au Sénégal même après le processus électoral de ce printemps 2024 ; et les retrouvailles avec le Maroc, l'amorce d'une relecture des rapports algériens montrent que la France n'a pas renoncé à son « pré carré ». C'est Totalénergies qui anime le projet d'oléoduc en Tanzanie pour exporter le pétrole puisé en Ouganda, pays voisin.

De même, la Grande-Bretagne garde des positions fortes au terme d'un processus de décolonisation moins heurté que celui de la France et il n'y a jamais eu d'exclusivité européenne dans son arrière-cour : les États-Unis, comme l'URSS, ont été très tôt associés aux indépendances et la recomposition des rapports de force n'a pas encore conduit à un découplage malgré les velléités de juntes comme celles installées au Niger ou au Mali. Remettre en cause l'ordre mondial ne signifie pas que les pays africains sont passés dans le camp de la Chine ou de la Russie mais qu'ils ont pris des distances voire qu'ils seraient devenus des « pays non alignés actifs ». L'Afrique (et pas dans sa globalité) vit une crise de transition liée à la fin de la domination de l'Occident dans le monde (70% du PIB mondial en 2000, 49% en 2022 et 36% en 2050 ?) pour le fondateur du think tank sénégalais Afrikajom. Les atouts stratégiques de l'Occident sont cependant encore nombreux. L'interdépendance économique (exportations, aides, armements) est encore une réalité qui diffère d'un découplage brutal, et l'Afrique ne va pas au découplage comme « *les Somnambules* » de Christopher Clark allaient à l'affrontement franco-allemand en 1914 ! (pour B. Tertrais). Exemple : l'accord de partenariat économique avec le Kenya conclu par l'UE en juin 2023. Il montre l'intérêt de l'UE pour un membre de l'EAC (communauté d'Afrique de l'Est, composée du Kenya, de l'Ouganda, du Burundi, de la Tanzanie, rejoints par la RDC et le Soudan du Sud) et la volonté de garantir un marché à un pays jugé stable et fiable et leader régional, qui envoie le cinquième de ses exportations vers l'UE (thé, café, fleurs). L'accord prévoit une levée réciproque des taxes du Kenya, progressive sur 25 ans, et il augure donc une réponse concrète de l'UE aux « nouvelles routes de la soie chinoises » par sa stratégie du « *global gateway* ».

2° L'Afrique de plus en plus responsable d'elle-même ?

Pour certains observateurs, l'Afrique répond au crédo de J.-J. Boillot, spécialiste de la Chindiafrique : « *dans un contexte où l'Occident perd ses forces, de nouveaux récits émergent dans les pays du Sud : Renaissance, autonomie, pragmatisme, globalisation et fierté nationale en sont les maîtres mots* ».

De multiples démarches de « rupture » mais plus ou moins radicales

- **Une structuration en organisations régionales (SADC, CEDEAO...)** mais, par exemple, le G5 n'est plus qu'un sigle : les coups d'Etat au Niger ou au Burkina ont emporté la vague d'intégration régionale même si officiellement le G5 n'a pas été dissous ;
- **Une structuration à l'échelle du continent** : l'OUA devenue UA ... avec cependant des financements extra-africains, le Maroc à participation intermittente en fonction du problème sahraoui interprète de partition solitaire, et une présidence de l'Afrique du Sud controversée, miroir d'un passé sulfureux ;
- **Une gestion africaine des conflits** mais... sans effet majeur : cf RDC, Soudan du Sud et corne d'Afrique encore terrains de guerre ... ;
- **Des partenariats nouveaux** mais... ambiguïté du « Sud Global » qui pour G. Kepel est une invention sans fiabilité, un concept fourre-tout peu opérationnel ;
- **Prise de parole à l'ONU (28% des droits de vote)** mais dans la diversité pour ne pas dire la division. Exemple : l'opération spéciale de paix en Ukraine : pas de bloc africain avec notamment 17 abstentions. L'explication tient à l'histoire avec des pays s'inspirant des choix d'appartenance aux non-alignés, l'expression d'un désir de neutralité (Ouganda), désir de se ranger dans le camp du dialogue potentiel et non des condamnations (Macky Sall se proposant même comme médiateur au nom de l'UA qu'il présidait) ;
- **Une moralisation de la vie publique et de la gouvernance** à l'instar de la fondation Mo Ibrahim qui récompense transparence, alternance, compétence mais des inquiétudes, cf Sénégal où opposition au pouvoir après passage par la prison et manifestations et déni de constitution par Macky Sall ;
- **Des positions communes dans les grandes instances internationales** : COP, Covax mais résultats décevants sur les fonds chargés de fédérer les pays donateurs en faveur des pays en développement ;
- **Des choix délibérés de partenariats de substitution**, mais plutôt soumission aux aléas conjoncturels Cf 2022 1Md de \$ de prêts officiels chinois à des États africains. Pour Tunis la Chine reste un point d'ancrage face aux réticences de pays occidentaux avec les dérives autoritaires de Saïed ... accord Tunis-Chine de janvier 2024
- **Des bilatéralismes secoués** : c'est là toute la signification du déclin de la « Françafrique » après « l'épidémie de putschs » sans que la France ne soit évincée.

Une Afrique qui se réapproprie son destin, après une domination occidentale ?

Pour Sina Schlimmer une étape décisive est franchie : « *les pays d'Afrique s'émancipent dans un monde multipolaire des tutelles traditionnelles, choisissent désormais leurs partenariats en fonction de leurs intérêts* ».

Nouvelles complémentarités avec l'Inde pour J.-J. Boillot : exemple de l'automobile : l'Inde avec ses Suzuki Marutti produit des modèles de petites voitures mieux adaptés au marché local africain que les milieux de gamme chinoises. Les « rickshawas » indiens s'intègrent parfaitement aux mobilités africaines.

Ce mouvement n'est pas propre à l'Afrique, il s'inscrit dans les mutations de la mondialisation interpellées par le sujet n°2 sur la démondialisation (sans trop abuser des anglicismes à la mode) : la mondialisation devient « *friendshoring* », une mondialisation entre amis, en « camps ». La pandémie de Covid-19, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la guerre commerciale sino-américaine ont montré que les échanges commerciaux pouvaient s'enrayer très rapidement. Compromis entre mondialisation totale et velléités autarciques, mais aussi entre délocalisation et production locale, le « *friendshoring* » doit permettre de repenser les chaînes logistiques mondiales et éviter les ruptures, quitte à réorganiser les chaînes d'approvisionnement mondiales. Depuis quelques années, beaucoup parlent d'atténuation des risques par ces pratiques. Concrètement l'Afrique peut profiter de ce mouvement de *slowbalization* (« globalisation lente ») imposée, ce terme renvoyant au ralentissement de la mondialisation depuis une quinzaine d'années et dans une logique nouvelle d'une géoéconomie aux intérêts bien compris, l'Afrique ne peut que se redéployer dans de nouveaux partenariats peut-être plus féconds et équilibrés,

favorables aux intérêts de chaque puissance ; un multi-alignement commercial en sorte qui rassure quand le monde perd sa boussole...

L'Afrique peut s'inspirer d'initiatives utopiques et les réinitialiser

- **L'appartenance à un « Sud global » peut créer de nouvelles voies de développement.** La notion de « Sud global » ne signifie pas grand-chose sauf si on lui donne pour définition vague une certaine forme de désoccidentalisation sans pour autant en faire une contre-occidentalisation. Cela signifie que le multi-alignement n'est pas qu'un fantasme diplomatique à l'image de l'Inde qui maintient des relations avec l'Ukraine sans pour autant donner l'impression qu'elle condamne l'opération spéciale russe en Ukraine. Le pragmatisme serait-il la réforme avancée de cette nouvelle stratégie ? L'élargissement des BRICS peut être aussi un gage de renaissance des alliances : parmi les cinq nouveaux entrants figurent l'Égypte, l'Éthiopie ou des pays très engagés en Afrique tels les Émirats arabes unis.
- **L'Afrique peut devenir la nouvelle frontière de l'Europe,** un relais de croissance plus qu'une terre d'exil vers l'Europe, un phénomène souvent décrit en des termes conflictuels (invasion, submersion, ruée, ... marchepieds vers les théories du « grand remplacement »). Pour ce faire, l'Afrique devra relever le défi démographique qui de façon brute se traduirait par le passage à 2,5 milliards d'hommes en 2050. La proportion des personnes en âge de travailler est désormais plus favorable (moins d'enfants à charge, pas encore beaucoup de séniors), et ce qui a été possible en Asie du Sud-Est pourrait l'être en Afrique dont la fécondité moyenne est de 4,7 enfants par femme, chiffre comparable à celui de l'Asie du Sud-Est avant le décollage (« dividende démographique »). Reste à consolider la baisse de la fécondité, à ne pas croire que « *le développement est le meilleur contraceptif* » et savoir que l'éducation reste la clé de la réussite avec la création d'infrastructures de base. Si cette gageure est réalisée, alors avec un taux d'accroissement naturel ramené à moins de 2% (contre 2,7% actuellement) la croissance économique serait au rendez-vous et permettrait à l'Afrique (3% du PIB aujourd'hui) de rattraper l'Europe vers 2050, avec autour de 10% du PIB mondial... Bien sûr cela n'effacerait nullement le problème de la pauvreté et la fondation Bill Gates rappelle qu'en 2050 40% des personnes les plus pauvres de la planète seront en Afrique et particulièrement au Nigeria et en RDC (respectivement 430 M d'habitants en 2050 et 170 M).
- **L'Afrique (certains pays africains) peut tenter de faire des choix de rupture :** l'Afrique du Sud par exemple réactualise des liens forts avec Moscou tissés au temps où l'URSS soutenait la lutte du congrès national africain contre l'apartheid. La défiance vis-à-vis des États-Unis la conduit à soutenir « que les États-Unis ont provoqué la guerre avec la Russie en Ukraine ». Les exercices militaires communs Russie-Afrique du Sud le jour anniversaire de l'opération militaire spéciale russe en Ukraine et la livraison d'armes aux Russes ont été perçus comme une provocation. Les États-Unis ont menacé de rompre leurs liens commerciaux et le président Cyril Ramaphosa a rebondi en proposant une médiation africaine auprès de Kiev... Autonomie ou mise au pas de ce BRICS turbulent ?

3° L'insertion africaine dans le concert mondial reste passive : le continent répond à des demandes plus qu'il ne formule des souhaits

Une forme de dépendance demeure :

Les grandes puissances interviennent en fonction de leurs propres intérêts plus que de ceux des populations locales, cf le *landgrabbing* ou les choix infrastructurels énergétiques. La Chine concurrence avec de bas prix les producteurs locaux, les petits artisans et quand elle vend des produits elle est accusée de ne pas satisfaire les critères de qualité (cf manifestations au cri d'« acheter deux fois un produit chinois » à Djibouti pour s'assurer de sa fiabilité).

La Chine établit des bases qui sont en phase avec ses propres intérêts stratégiques cf Djibouti et la sécurisation des « routes maritimes de la soie ». Participer au maintien de l'ordre avec quelques 2277 casques bleus en 2023 c'est surtout les déployer au Sud Soudan où la Chine a conclu des accords pétroliers avec Juba. Créer 62 instituts Confucius c'est directement s'opposer aux 110 alliances françaises en manque de crédits.

L'Afrique vit aussi l'extérieur comme des chocs dont les effets sont déstabilisateurs : ainsi à la débâcle de Daesh et du grand califat correspond le développement de milices djihadistes en Libye et dans

l'arc sahélien, dans des États déjà ostracisés par leur statut d'États « faillis ». C'est dans ce contexte que des milices comme Wagner ont pu s'imposer dans les trafics sous couvert d'aider au souverainisme des puissances qui les appellent. Les EU déploient aussi des conseillers et de petites unités légères qui surveillent les réseaux djihadistes et pallient les armées nationales.

L'Afrique reste en quête de leadership : elle est pénalisée par l'absence de leader charismatique à la fois au niveau des États (la nation « arc en ciel » est minée de contradictions et la menace djihadiste pèse sur le Nigéria) ou de dirigeants d'envergure. Où sont les Mandela, les Senghor, les Julius Nyerere qui ont charpenté la négritude ou le choix de l'autonomie (« *education for self reliance* » pour le patriarce tanzanien) ? Que peut peser Raila Odinga au Kenya, opposant de 78 ans, candidat malheureux à 5 élections et invitant les membres de son parti à investir la rue... 4 mois durant. L'Afrique a du mal à élaborer une alternative au développement plaqué imposé par l'extérieur. Les locomotives du continent sont fragilisées, que ce soit l'Afrique du sud, le Nigeria ou même le Maroc qui a rejoint l'UA. Le déploiement par le Kenya d'une force de maintien de la paix en Haïti est loin de valoir reconnaissance internationale.

Au final a-t-on dépassé les dépendances coloniales ? Des postures persistent et créent de nouvelles dépendances dans l'interdépendance :

- **Les difficultés à promouvoir un modèle alternatif** : on ne peut s'attarder sur la soi-disant « rente verte » dont dispose l'Afrique décrite par S. Brunel car le développement durable s'impose plus à l'Afrique à l'aval d'une industrialisation faible, de marchés nationaux restreints que par des choix et des engagements forts.
- **Le manque d'encadrement aux normes africaines** : souvent l'esprit de la métropole dominante s'impose : pas d'ENA africaine mais beaucoup de cadres recyclés à partir d'institutions françaises ou de l'ONU (cf le personnel politique au Libéria : l'ex-présidente Ellen Johnson Sirleaf ou au Sénégal).
- **Difficultés à dépasser les rapports asymétriques avec les anciens pays colonisateurs (échanges d'égal à égal difficiles)** et donc volonté de choisir des partenaires... nouveaux en fonction de leurs besoins et de leurs agendas économiques.
- **Des infrastructures insuffisantes** : cf le partage délicat de l'hydroélectricité des 3 barrages de l'Inga, surdimensionné et mal adapté à une consommation régionale transnationale hors Congo ;
- **Des réponses inadaptées au défi important de l'émigration** : par exemple le transfert du « fardeau » du Royaume-Uni au Rwanda pour les personnes arrivées irrégulièrement sur le territoire britannique
- **Une lenteur dans la liquidation du pire du passé** cf réconciliations nationales au Rwanda même si la France reconnaît sa part de responsabilités ;
- **La fin de modèles** comme le modèle sénégalais, hier pays assez stable avec 2 alternances politiques sereines, une avancée dans la suppression de la peine de mort en 2004 mais l'élection de 2024 pour la première fois depuis 1963 a été reportée et un scénario à la malienne n'a pas été totalement exclu quand une candidate de l'opposition, Aminata Touré, a été emprisonnée. Le Ghana après une ère de coups d'État avec l'éviction de Nkrumah et après le long règne de Jerry Rawlings qui, de capitaine putschiste est devenu médiateur impliqué dans de nombreux conflits africains, berceau de Kofi Annan ex-secrétaire général de l'ONU de 1997 à 2006, prix Nobel de la Paix en 2001... qui préside à l'établissement du multipartisme et transforme le pays en bon élève du FMI devenu démocratie exemplaire sans guerre civile, interethnique, stable (38^{ème} sur 163)... jusqu'à la crise de la Covid avec la réélection contestée de 2020 de Nana Addo Akufo et des rivalités régionales Nord-Sud et ethniques sur fond de menaces djihadistes....
- **Une soumission à la contrainte externe** : cours des matières premières, volume de l'aide internationale par exemple.

Quelles priorités pour l'Afrique d'aujourd'hui ?

- **Rien ne semble possible sans résoudre le problème du surendettement** : celui-ci s'est hypertrophié dans la seconde moitié des années 1970 quand les États africains ont eu accès à la « manne » des pétrodollars recyclés en eurodollars et vécurent largement au rythme de taux d'intérêt bas. Dès que la FED crut bon de relever son taux directeur en 1979, la dette s'est emballée, parallèlement à une chute du

prix des matières premières et d'un renchérissement des importations par l'inflation. La dette extérieure de l'Afrique qui n'était que de 11 Mds de \$ en 1970 a bondi à 120 Mds au début des années 1980, pour culminer à 340 Mds de dollars en 1995 ! On utilisa même l'expression de « dette odieuse » pour qualifier des dettes de gouvernements dont les créanciers savaient qu'ils allaient utiliser les emprunts au détriment de l'intérêt général dans des dépenses somptuaires (Zaïre de Mobutu Sese Seko). On put même constater que la dette se résumait à un transfert continu de ressources financières de l'Afrique vers l'Occident ! Le surendettement est donc quasiment mécanique quand les IDE étrangers sont faibles (3% des IDE mondiaux), mal ciblés (politique extractive d'extraversion), et quand l'Afrique importe désormais plus qu'elle n'exporte avec un système fiscal sans assise véritable. Ce ne sont pas quelques tentatives en direction des PPTE (pays pauvres très endettés) ou des initiatives d'allègement de la dette (2005) bénéficiant au Nigeria (annulation de 60% de la dette) qui peuvent changer la donne ; et avec les plans d'ajustement structurels le fonctionnement des États fut remis en cause par les économies drastiques imposées par la mise au PAS. Ce sont toutes les fonctions régaliennes qui doivent désormais être repensées car l'Afrique a du mal à sortir des stigmates des « États faillis », des États « garde barrière », des « *collapsed states* ». De trop nombreux territoires échappent à l'autorité des États, avec des violences interethniques (Soudan du Sud), des violences interétatiques, des violences religieuses (Nigeria), mais aussi des violences des trafics (narcotrafics au Sahel), des violences interprofessionnelles (éleveurs contre agriculteurs) ...

- **Rien de décisif n'est possible sans une réduction des conflits :**

Exemples : en Libye où si le conflit Est-Ouest s'estompe, les heurts au sein de chaque camp s'exacerbent (ex : heurts entre 2 milices la brigade 444 et la Force Al Radaa ou bras de fer entre les forces de Haftar et la tribu des Awagir) ; en République Démocratique du Congo où le déploiement d'une force régionale de la communauté d'Afrique de l'Est a été un fiasco, chaque pays suivant son agenda, aucun n'engageant le combat contre le M23, entraînant l'exigence d'un départ de cette force et de la Monusco par le président Felix Tshisekedi ; ou encore le Soudan du sud où 76% de la population dépendent de l'aide humanitaire et où l'accord de paix signé entre le président Salva Kiir et son rival Riek Machar est en passe de voler en éclats. La guerre du Tigré reste un fléau dans la corne de l'Afrique avec environ 600 000 morts et une rébellion à Amhara matée par le prix Nobel de la paix Ably Ahmed sous couvert d'une simple opération de maintien de l'ordre. Ces conflits ouvrent la porte à des interventions indirectes de puissances extérieures (La Russie a dépêché en Libye 2 navires accostés à Tobrouk en provenance de la base russe de Tartus en Syrie avec matériel logistique, artillerie...).

Pour autant...

- **Il est de toute façon difficile d'augurer un avenir collectif homogène pour le continent.** Les hiérarchies schématisant une Afrique à 4 vitesses n'ont pas lieu d'être totalement rejetées : des États malades (Somalie, Soudan du Sud, Centrafrique), des pauvres (Sahel, Guinée), des rentiers pas assurés d'une bonne répartition de leur rente (Nigeria, Gabon, Angola), des « lions » (Maurice, Botswana, Rwanda, Kenya, Tanzanie, Ghana) quand des troubles conjoncturels se résorbent et ce même si le concept de « Lions » fait de plus en plus débat...
- **Il est impossible d'exclure un scénario afropessimiste** surtout avec la multiplication de mouvements de sécession, des entorses aux principes démocratiques difficilement mis sur pied, et aussi à une pression démographique de ruine (cf au Niger où concrètement un taux de croissance de la population à 3,8% garantit une population qui double en 18 ans !). Mais le scénario **afro-optimiste** peut aussi être pris en compte avec des pays parfois considérés comme émergents (Maurice, Kenya, Ethiopie, des miracles au regard du passé comme le Rwanda qui s'inspire de Singapour, modèle hier adopté par la Chine).
- **Plus que jamais, l'Afrique est à l'heure des choix** ; de toute évidence cela passe par des interventions recalibrées de puissances extérieures (cf échec du président Nana Akufo Addo à promouvoir un Ghana *beyond aid*) pour que l'Afrique soit désormais bien ou mieux partie... et sache transformer des dépendances en leviers de croissance

"À quand l'Afrique ?" s'interrogeait le professeur Joseph Ki-Zerbo en 1994... Déjà l'érudit sénégalais Cheikh Anta Diop se demandait dès 1948 : "Quand pourra-t-on parler d'une renaissance africaine ?" En 2024 rien ne dit que la question ne soit pas encore entière, à l'orée d'une ultime décolonisation...

■ SUJET 2

→ Questions liées aux documents :

1) Comment expliquer l'évolution du commerce international depuis la fin des années 2010 ? (document 1)

Le graphique montre qu'avant même la forte baisse de 2020, liée à la crise de la covid-19, le commerce international (échanges de biens et services) connaissait une croissance ralentie (très faible hausse en 2019 par exemple). On ne peut donc pas se contenter d'évoquer des facteurs conjoncturels pour analyser une évolution qui n'est plus celle qui a été observée dans les années 1990 et 2000 (jusqu'à la crise des *subprimes*). Parmi les facteurs structurels qui peuvent contribuer à expliquer une décélération du commerce international, on trouve des facteurs économiques mais aussi des facteurs géopolitiques :

- la fin de la tendance à la baisse du coût du transport en raison du coût de l'énergie ;
- du côté de la demande : les changements de comportements de certains consommateurs, qui privilégient les circuits courts ;
- du côté de l'offre : le choix de certaines entreprises mondialisées de limiter le recours à la fragmentation de la chaîne de valeur (essoufflement de la DIPP) en raison de l'automatisation croissance et/ou de la réduction des écarts de coûts salariaux avec certains émergents, ce qui limite les échanges de composants ;
- la tendance à l'affaiblissement de l'OMC et au recours au protectionnisme (non-tarifaire voire même tarifaire : exemple de la guerre commerciale États-Unis – Chine) ;
- le développement de conflits armés ou de tensions qui gênent le développement des échanges commerciaux...

Les copies qui rappelaient que si avant la crise des *subprimes* le commerce international avait un rythme de croissance deux fois supérieur à la production mondiale, depuis lors il a tendance à être à peine au même niveau (et même en dessous depuis 2019) ont été valorisées.

2) Comment expliquer les évolutions des flux de touristes internationaux dans la période récente ? (document 2)

Les flux de touristes se sont effondrés pendant l'année 2020 en lien avec la crise sanitaire. Et le document montre qu'en 2021, ils sont loin d'avoir retrouvé leur niveau d'avant crise (ce n'est d'ailleurs toujours pas le cas pour 2022 d'après l'OMT). Les États-Unis n'ont, par exemple, accueilli en 2021 qu'entre le quart et le tiers des touristes accueillis en 2019. Même configuration pour l'Allemagne. Il faut essentiellement partir de la demande pour comprendre l'évolution. Les soubresauts de la crise sanitaire peuvent bien sûr contribuer à expliquer ces données : inquiétudes liées au virus, fragilisation du niveau des revenus d'une partie des touristes (en particulier les touristes venant des pays émergents) liée aux difficultés économiques entraînées par la crise sanitaire... Mais il faut aussi prendre en compte les inquiétudes liées au contexte géopolitique mondial ; même si cela vaut surtout dans certains pays du monde qui ne sont pas membres de l'OCDE.

Ont été valorisées les copies qui ne se contentaient pas d'évoquer la crise sanitaire liée à la COVID-19 et les copies qui soulignaient que le tourisme international relève à la fois des flux humains mais aussi des flux de services (les flux de devises alimentés par la fréquentation touristique sont comptabilisés dans la balance commerciale et donc dans la balance des opérations courantes).

3) Quels sont les types d'entreprises qui délocalisent le plus ? Comment expliquer qu'il y ait en même temps un mouvement de relocalisations ? (document 3)

Les entreprises qui délocalisent le plus sont les grandes entreprises (celles qui comptent le plus de salariés), qui ont le plus souvent des activités industrielles ou qui ont des activités spécialisées, scientifiques et techniques, qui ont déjà des filiales à l'étranger (une entreprise multinationale est, d'après la CNUCED, une entreprise qui dispose d'au moins une filiale à l'étranger) et qui sont exportatrices. Ce sont donc des entreprises qui, le plus souvent, sont déjà internationalisées, intégrées à la mondialisation par les flux financiers et par les flux commerciaux. Une partie d'entre elles participent vraisemblablement à la fragmentation des chaînes de valeur (DIPP), en faisant produire

des composants à l'étranger (il peut y avoir une logique de recherche de main d'œuvre meilleure marché mais aussi de recherche d'économies d'échelle). Il peut également y avoir des motivations du côté de la demande (marchés émergents que les entreprises veulent essayer de capter).

Il ne faut cependant pas exagérer l'ampleur du mouvement de délocalisations, qui a eu tendance à ralentir dans la période récente. Par ailleurs, l'INSEE note un mouvement de relocalisations qui, sans être à exagérer non plus, est quasiment équivalent. L'organisme français insiste sur la réduction des délais de livraison, ce qui permet de souligner des effets négatifs de la DIPP sur laquelle la mondialisation s'est développée. Mais il y a d'autres facteurs possibles :

- le coût du transport,
- la baisse de la part de la rémunération du travail dans le prix des biens fabriqués (automatisation croissante du processus productif),
- la réduction du différentiel entre les salaires des PDEM et les salaires de certains des pays émergents,
- la qualité des produits fabriqués etc.

→ **Dissertation :**

▣ **problématisation** : en quoi l'apparente « démondialisation » est-elle plutôt une mutation de la mondialisation que nous connaissons depuis les années 1970-1980 ?

▣ **plan possible :**

I. La mondialisation a incontestablement ralenti depuis la crise des subprimes

1) **Le commerce international ne tire plus la croissance mondiale, et les flux d'IDE connaissent des fluctuations annuelles importantes**

D'après les statistiques de l'OMC, le taux de croissance du commerce international a systématiquement été inférieur à la hausse de la production de richesses dans le monde depuis 2015, sauf en 2017 et en 2021 (année de rattrapage après le pic de la crise sanitaire de la covid-19 en 2020), alors que dans les années 1990 et 2000 il lui était deux fois supérieur (environ 6% par an contre 3% pour la hausse de la production mondiale en rythme annuel). Il y a donc bien une importante différence de trend.

Concernant les flux d'IDE émis par les FMN (ou FTN selon la dénomination de la CNUCED), on observe également des évolutions significatives : d'abord la part des économies en développement et des économies en transition a sensiblement augmenté (résolvant en partie le paradoxe de Lucas pointé dans son célèbre article de 1990 : « Why doesn't capital flow from rich to poor countries ? ») et secondement, le volume est nettement moins élevé que dans la période antérieure : alors qu'on atteignait 2000 milliards de dollars par an avant la crise des *subprimes*, les niveaux annuels sont désormais significativement moins élevés : 1365 milliards \$ en 2023 ; 1300 milliards \$ en 2022 ; 1580 en 2021 mais là encore avec un effet de rattrapage par rapport à 2020...

2) **Cela s'explique certes par des facteurs conjoncturels...**

La crise des *subprimes* (2008-2009) a bien évidemment fortement déstabilisé l'économie mondiale, en particulier les PDEM et notamment l'Union européenne, entraînant un important recul du commerce international en 2009 (-12 %) et d'importantes inquiétudes concernant le système financier international (les titres toxiques s'étaient diffusés dans les bilans de nombreuses banques non-américaines via la globalisation financière), qui ont perturbé les flux de capitaux et qui ont pu désinciter un certain nombre d'acteurs à procéder à des échanges internationaux. Néanmoins on n'a pas assisté à des réactions aussi importantes que dans les années 1930 après la crise de 1929 (contrôle des changes, guerre commerciale et monétaire...) ; les « 3D » identifiés par Henri Bourguinat dans *Finance internationale* en 1992 semblent toujours d'actualité. Et les échanges sont repartis à la hausse après 2010. La crise sanitaire de 2020 et ses soubresauts, dont la gravité est en partie liée à la mondialisation (propagation du virus), ont également perturbé de nombreux flux, en particulier les flux de touristes internationaux comme le montre le document 2, ce qui a plombé les économies qui en sont très dépendantes. Mais là non plus, on ne peut pas parler d'effets très durables. L'OMT (organisation mondiale du tourisme) envisage un quasi retour pour 2024 aux chiffres très élevés qui avaient été atteints en 2019 (plus d'1,4 milliard d'arrivées de touristes internationaux).

- 3) ... mais cela s'explique aussi et surtout par des facteurs structurels qui iraient dans le sens de la thèse de la « démondialisation »

C'est surtout l'essoufflement de la fragmentation des chaînes de valeur (la DIPP décrite par S. Berger dans *Made in monde* en 2006) qui retient l'attention. Bien sûr de nombreuses firmes continuent à arbitrer entre différents pays hôtes pour telle ou telle étape du processus de production selon les avantages comparatifs identifiés au XIX^{ème} siècle par David Ricardo (mais aussi pour faire des économies d'échelle en concentrant la production de telle ou telle composant sur un seul site). Cependant d'autres semblent être largement arrivées au bout de ce processus. Le coût du transport, qui a longtemps été orienté à la baisse (notamment grâce à la nouvelle révolution du transport commencée dans les années 1960) a désormais tendance à repartir à la hausse (coût de l'énergie notamment). Il faut y ajouter la montée des incertitudes politiques et géopolitiques, qui inquiètent de nombreuses firmes (guerre russo-ukrainienne, guerre au Moyen-Orient avec notamment les attaques de houthis à proximité du détroit de Bab-el-Mandeb, tensions en mer de Chine orientale et en mer de Chine méridionale, etc.). Or les FMN sont évidemment les acteurs majeurs de la mondialisation, non seulement parce qu'elles émettent les flux d'IDE, mais aussi parce qu'elles représentent les 2/3 du commerce international (la moitié, donc 1/3 du commerce international, étant du commerce intra-firme).

II. Toutefois, parler de « démondialisation » semble très exagéré

- 1) Les échanges économiques restent à un niveau élevé : ni les flux commerciaux, ni les flux de capitaux ne connaissent de recul durable. Il vaudrait mieux parler de « slowbalization » que de démondialisation.

Lorsque l'on compare les niveaux du commerce international et des flux financiers avec ce qu'ils étaient avant les années 1980-1990, on constate bien qu'il est plus que prématuré de parler de démondialisation. L'OMC prévoit une hausse de 2,6 % (en volume) du commerce mondial de marchandises pour 2024 et de 3,3 % pour 2025, tout en observant une certaine prudence (en particulier pour des motifs géopolitiques). De son côté la CNUCED envisage en janvier 2024 une « légère augmentation des flux d'IDE » pour l'année en cours. On est donc très loin d'une baisse importante des flux que réclament les mouvements altermondialistes depuis qu'ils ont fait irruption sur la scène médiatique mondiale lors de la conférence de l'OMC à Seattle en 1999, en considérant que la mondialisation néolibérale était un obstacle au développement, là où ses partisans considèrent que c'est le manque de libre-échange qui nuit au développement. Le dollar reste d'ailleurs la clé de voûte des échanges internationaux, malgré le lien rapide que certains font entre démondialisation et dédollarisation (cas de la Russie et des BRICS du moins en discours !). Le dollar dans les réserves de change mondiales est stable (59 %) depuis plusieurs années ; son poids dans les émissions obligataires internationales (48,5 %) progresse continûment depuis 2020 ; il atteint dans les transactions du marché des changes 88,5 % (sur un total de 200 %, puisque chaque transaction du marché des changes fait intervenir une devise achetée et une devise vendue), où il est en hausse depuis les années 2000 ; sa part dans la facturation du commerce mondial (48 %) se redresse nettement depuis 2019.

- 2) Les migrations internationales connaissent une croissance relativement importante dans la période récente

La mondialisation ne concerne pas seulement les flux commerciaux et les flux de capitaux. Il faut aussi s'intéresser aux flux migratoires. Catherine Wihtol de Wenden a parlé de « globalisation humaine » dans son ouvrage éponyme (*La globalisation humaine*, 2009). Elle souligne que même si l'importance des flux de migrants internationaux reste à nuancer (par « migrant international » on définit une personne née dans un pays et qui vit dans un autre pays que le sien pendant au moins un an), ils connaissent une croissance accélérée depuis les années 1970. En 2023, le chiffre des 300 millions semble avoir été dépassé, soit 3,8% de la population mondiale (c'était seulement 2,3% en 1980), avec des flux sud-sud qui sont désormais plus importants que les flux sud-nord. Même si le poids des « migrants forcés » ne doit pas être sous-estimé, les migrants « volontaires » sont évidemment très majoritaires. La mobilité de ce que les économistes appellent le « facteur travail » n'est pas aussi importante que celle de l'autre facteur de production au sens des néoclassiques (le capital) mais elle tend à augmenter (rappelons que c'était une caractéristique majeure de la « première mondialisation » identifiée par S. Berger entre les années 1870 et 1914). Par ailleurs, il faudrait ajouter les migrants internationaux illégaux qui ne sont pas officiellement recensés car ils franchissent clandestinement les frontières. Les États-Unis et l'Europe semblent de plus en plus concernés par cette facette de la mondialisation illicite, qui ne se limite évidemment pas aux flux humains et qui ne semble absolument pas concernée par une baisse, même si, par définition, nous ne disposons d'aucune statistique fiable.

3) La « mondialisation illégale » continue à proliférer

Les flux de marchandises illégales (produits de contrefaçon, trafics de drogue, d'armes, etc.), les flux d'argent sale liés à ces trafics mais aussi la fraude fiscale prolifèrent dans une mondialisation qui souffrent des lacunes de la gouvernance mondiale, certains États se comportant en véritables « passagers clandestins » (paradis fiscaux etc.). Dans les années 1990, le géographe français Roger Brunet a parlé d'« antimonde » : « *partie du monde mal connue et qui tient à le rester, qui se présente à la fois comme le négatif du monde et comme son double indispensable* ». Le processus de mondialisation, par les possibilités d'échanges qu'il génère, permet ainsi à certains lieux de se spécialiser dans des activités irrégulières – parfois très lucratives – qui sont une forme d'insertion à la mondialisation, d'intégration au monde. Ces lieux de l'antimonde n'existent et n'ont de raison d'être que par les liens qu'ils entretiennent avec le monde. Cela rejoint le concept de « zones grises » étudié par Gaïdz Minassian, *Zones grises. Quand les États perdent le contrôle*, 2011, et qui existent à toutes les échelles, y compris dans les PDEM, mettant les États en difficulté et sans paraître aucunement en recul (au contraire). Par exemple la « trifrontière » entre Brésil, Argentine et Paraguay, où les échanges illégaux se développent en même temps que les échanges légaux dans le cadre du Mercosur. Ce qui nous permet d'insister sur le rôle très important des ACR dans la mondialisation que nous connaissons depuis les années 1980. Mondialisation ou régionalisation ? La question mérite d'être posée.

III. En fait, nous serions davantage dans une phase de mutation de la mondialisation plutôt que dans l'ère de la « démondialisation »

1) Le régionalisme tend de plus en plus à devenir une alternative au multilatéralisme commercial

Alors que Jean-Marc Siroën envisageait le régionalisme (multiplication des ACR) comme un possible laboratoire du multilatéralisme commercial (incarné par l'OMC) dans son article de 2007 (« Accords préférentiels, régionalisme et multilatéralisme »), force est de constater qu'il tend de plus en plus à s'y substituer. L'OMC est engluée dans les difficultés : incapable de mener à son terme le cycle de Doha lancé en 2001 et qui devait libéraliser les échanges agricoles au bénéfice des PED exportateurs ; incapable de mettre un terme à la guerre commerciale entre États-Unis et Chine (2018-2019) au cours de laquelle le président Trump a véritablement humilié l'organisation pourtant héritière du GATT, ardemment souhaité par les États-Unis en 1947. Certes tous les ACR n'ont pas, loin s'en faut, de véritable base régionale (l'OMC parle d'ACR pour n'importe quel traité de libre-échange bilatéral même lorsque les acteurs concernés sont très éloignés géographiquement) mais les plus importants ont une base vraiment régionale (Union européenne, ACEUM qui a remplacé l'ALENA, Mercosur, RCEP signé en 2020 et entré en vigueur en 2022 qui regroupe 15 États membres et qui a été voulu par la Chine...). L'OMC les autorise à déroger à la clause NPF (clause de la nation la plus favorisée) mais ils tendent à saper le projet d'un libre-échange généralisé à l'ensemble de la planète. Certes, les inquiétudes que P. Krugman avait exprimées dans les années 1990 de blocs protectionnistes régionaux qui se reconstitueraient (spectre des années 1930) ne se sont pas avérées. Mais lui-même qui défendait la mondialisation libérale dans les années 1990 (*La mondialisation n'est pas coupable*, 1998) est en partie revenu sur son analyse dans son article « Globalization : What did we miss ? » en 2018.

2) Un mouvement de relocalisations qui ne doit pas être exagéré mais qui est une réalité

Les velléités de protectionnisme commercial sont donc loin d'avoir disparu. Le président français Emmanuel Macron a ainsi dénoncé *l'Inflation Reduction Act* mis en œuvre par l'administration Biden de politique protectionniste. On observe des comportements similaires en matière de flux d'IDE. Dans un monde marqué par le néo-souverainisme (B. Badie et M. Foucher, *Vers un monde néo-national ?* 2017), on ne peut que constater une tentation croissante pour des États qui laissaient beaucoup de latitude aux FMN dans leurs stratégies d'IDE d'intervenir davantage, que ce soit pour des raisons géopolitiques ou économiques (par exemple en jouant sur la fiscalité) : c'est notamment ce qu'explique l'économiste français El-Mouhoub Mouhoud dans son ouvrage de 2021 : *Relocalisons !* Le temps de la mondialisation bienheureuse semble révolu. Place à la souveraineté industrielle... Une partie des plans "France relance" et "France 2030" vise à relocaliser des activités industrielles en France et à développer le label "Fabriqué en France".

Ce sont aussi les entreprises elles-mêmes qui peuvent être tentées de relocaliser tout ou partie de leur production, et pas seulement pour des raisons liées au coût et aux difficultés éventuelles du transport international. On observe ainsi une progressive résorption des écarts de coûts entre économies émergentes et économies développées, notamment du fait de la réduction des différences de coûts salariaux unitaires (les salaires ont triplé en 10 ans en \$ courants en Chine et au Brésil !). C'est ainsi que le Coq sportif a relocalisé une partie de sa production dans

l'Aube au début des années 2010 (améliorant ainsi son image). Par ailleurs, les progrès continus de l'automatisation et de la robotisation dans l'industrie marginalisent davantage encore l'incidence des coûts salariaux sur les décisions de localisation de la production et tendent à favoriser les sites près des centres de R&D, qui restent, eux, fortement concentrés dans les économies avancées. Pour répondre plus vite à la demande et privilégier la qualité, beaucoup d'entreprises veulent également produire de plus en plus localement. C'est ce que montre notamment Finbarr Livesey dans son ouvrage *From Global to local. The Making of Things and the End of Globalization* (2017). Beaucoup de consommateurs y sont sensibles. On peut citer le cas de l'entreprise Kusmi Tea qui a décidé de produire davantage en France.

Il faut évidemment y ajouter les enjeux environnementaux, fortement mis en avant par les mouvements altermondialistes : le transport maritime mondial émet en gros autant de CO2 que l'Allemagne. L'avenir semble plutôt au développement d'une économie circulaire locale (écoconception des produits, recyclage, etc.). On peut ainsi évoquer le label « *French Fab* » en France qui répond à une attente forte de certains consommateurs. Or la demande est souvent première en matière d'analyse stratégique de la part des firmes multinationales. Mais comme le montre le document 3 à propos de l'exemple de la France, le mouvement de relocalisations reste encore limité et il s'agit davantage d'une inflexion que d'une évolution radicale.

3) Le développement du *friendshoring* : vers une « bimondialisation » ?

En même temps que se développe un phénomène de *reshoring* (relocalisation), on observe aussi un mouvement de *friendshoring* qui consiste pour les entreprises qui ont des projets d'investissements à l'étranger de donner la priorité à des États considérés comme des alliés de leur pays d'origine (des « pays amis »). C'est notamment le cas dans le cadre de l'évolution de la relation États-Unis / Chine à propos de laquelle Pierre Grosser se demande s'il ne faudrait pas parler d'une nouvelle guerre froide (Pierre Grosser, *L'autre guerre froide ? La confrontation États-Unis / Chine*, 2023). Investir en Chine pour une entreprise occidentale pourrait ainsi s'avérer potentiellement problématique dans le cadre d'un contexte de rivalités croissantes. Et l'on ne peut que constater qu'en 2023 les importations américaines depuis la Chine ont baissé de 10% (alors que dans le même temps les échanges commerciaux Chine-Russie progressent fortement). Alice Ekman, dans *Dernier vol pour Pékin* (2022) en tire la thèse d'une « bimondialisation » : la Chine nouerait des alliances pour pouvoir à terme constituer son propre pôle de développement, sans dépendre de l'Occident. Mais pour le moment il est très prématuré d'en tirer des conclusions fiables. Les difficultés économiques actuelles de la Chine en attestent. La deuxième puissance économique mondiale ne parvient pas à recentrer sa croissance sur sa demande intérieure qui reste insuffisante. Gageons que la Chine mettra en œuvre la formule de Xi Jinping « perpétuer une mondialisation aux caractéristiques chinoises », façon de « renationaliser » certains contenus (rôle de l'État, encadrement des travailleurs, contrôle de l'information) sans pour autant renoncer à la mondialisation. Enfin la défiance vis-à-vis de certains pays (exemple : la Chine devenue depuis 2017 « péril systémique » pour les États-Unis) ne signifie nullement « déglobalisation »... ni des États-Unis ni de la Chine. La défiance envers la Chine s'explique provisoirement d'une part, par les difficultés de ce pays liées à son vieillissement démographique accéléré, avec un recul des gains de productivité et de la construction de logements, la faiblesse de la demande intérieure et des investissements ; et d'autre part le risque politique que représentent le durcissement idéologique et juridique du régime et la hausse de la probabilité d'un conflit entre la Chine et ses voisins asiatiques (Taïwan, Vietnam, Philippines...), soutenus par les États-Unis et le Japon. On est loin d'une explication un peu fourre-tout par la démondialisation, « souveraineté industrielle » ne signifie pas inévitablement démondialisation !

Conclusion : parler de démondialisation semble actuellement exagéré. Pas de retour en arrière donc, les interdépendances restent fortes ; plutôt une mutation. Il vaut mieux conclure sur un essoufflement de la mondialisation et un certain nombre de menaces qui pèsent sur les échanges internationaux et qui rendent difficiles d'envisager que les flux commerciaux et financiers connaissent à nouveau les rythmes d'augmentation observés dans les années 1980-90 et 2000.

Il est d'ailleurs loin d'être certain qu'une véritable démondialisation présenterait plus d'avantages que d'inconvénients. Jean-Marc Siroën souligne ainsi les dangers d'une « démondialisation chaotique et conflictuelle » dans un article récent : « démondialisation et démultilatéralisation : retour vers le pire ? » alors que des périls globaux nécessitent des réponses collectives.

RAPPORT DU JURY

■ APPRÉCIATION GÉNÉRALE DES CORRECTEURS

❖ La session 2024 était confrontée à plusieurs défis :

- **consolider une réforme** mise en place en 2023 et évaluer l'impact des évolutions des épreuves : questions accompagnant les documents statistiques ou la carte, et répartition des notations des épreuves : questions sur 6 points et dissertation sur 14 points.

- **amorcer la session géopolitique 2024 et en donner le ton** sachant que le calendrier des épreuves ECRICOME est à l'amont des autres concours. Il convenait donc d'éviter des sujets trop complexes, aux libellés ambigus et de proposer des thématiques nouvelles, qui valorisent le travail immense des étudiants dans cette matière et leur capacité à débattre des grands enjeux d'un monde qui accélère.

- **parvenir à une moyenne qui corresponde bien aux efforts des étudiants** et de leurs enseignants, et qui donne à la matière tout son relief. Mais aussi obtenir un écart-type significatif pour pouvoir classer les copies et faire de cette épreuve une épreuve discriminante.

- **s'inscrire dans la tradition des sujets** d'ECRICOME avec un croisement des disciplines de géoéconomie et de géopolitique et des questions ouvertes appelant un débat de la part des candidats.

❖ Cette session nous a donc :

- **interpellés** car les règles du jeu sont encore méconnues de certains (trop nombreux) candidats :

- ✓ Commencer par répondre aux questions, incitation libellée dans le sujet pour permettre de gérer mieux le temps de l'épreuve, effectuer des rappels au cœur même du devoir sans considérer que les questions feraient le tour du sujet, et permettre aux 6 points attribués aux questions de départager les copies.
- ✓ Quelques candidats ont même étonné les correcteurs en choisissant arbitrairement de traiter les questions du sujet 1 et la dissertation 2 au risque d'être notés sur 14 et non sur 20.

- **inquiétés** car les fondamentaux de la dissertation restent ponctuellement bafoués ou balayés sèchement !

- ✓ On constate qu'aucune unanimité ne se dégage chez les 24 correcteurs pour noter une amélioration de la forme, de la syntaxe. L'orthographe est encore un moyen de classer les copies car souvent en 8 pages, des dizaines de fautes sont fréquentes. Les mauvaises copies sont toutes marquées au sceau d'une langue insuffisante... multipliant barbarismes, maladroites, défaut de conjugaison, pluriels oubliés...
- ✓ On s'étonne de la paraphrase fréquente des documents, travers particulièrement déroutant pour le sujet sur la démondialisation. Faut-il encore rappeler que face à un document, notamment de statistiques, il importe de saisir les inflexions, les ruptures, les facteurs déterminant les rythmes d'évolution et leur mise en perspective à moyen ou long terme.
- ✓ On regrette que beaucoup de candidats hésitent à convoquer des connaissances complémentaires aux documents, tirées de leurs cours, de leurs lectures, pour répondre aux questions. Les documents fournis sont certes tout sauf un prétexte à un déballage de connaissances mais on valorise des apports extérieurs au(x) document(s) pour les expliciter ou les critiquer. Il ne faut pas se contenter d'en faire une simple lecture.

- ✓ On critiquera les étudiants qui ne se fixent aucune limite pour la réponse aux questions. Nous n'en sommes pas à évaluer les réponses au nombre de mots mais nous souhaitons qu'environ 2 pages soient un engagement consensuel des candidats

- **étonnés** par le choix des sujets : l'Afrique a été plébiscitée par les candidats avec 79,4% des 3084 dissertations portant sur les nouvelles dépendances du continent africain alors que le sujet sur la mondialisation, pourtant classique et matrice actuelle d'une réflexion sur la mondialisation, n'a eu les faveurs que de moins de 25% des candidats (4 copies blanches cependant). Ce déséquilibre est une rareté dans l'histoire d'ECRICOME, il mérite d'être expliqué et corrigé si possible. Le commentaire des documents sur le sujet 2 a-t-il été dissuasif ? La géoéconomie est-elle moins prisée ? Le programme de première année est-il lointain dans les révisions et peu incitatif ?

- **indisposés** par les difficultés à éviter une problématique squelettique ou inadaptée. Dans de trop nombreux devoirs, il s'agit de la reprise du sujet à la forme interrogative ou avec des synonymes, sans aucune contradiction. Beaucoup ont des problématiques manichéennes ou journalistiques (exemple pour le sujet 1 : « en quoi l'Afrique semble-t-elle victime d'une malédiction qui l'oblige à être dominée et dépendante des autres puissances ? »)

On attend bien plus des candidats : question sous-jacente, manière de résoudre une apparente contradiction, contextualisation qui éclaire le sujet, question reformulée qui donne sens au sujet... De même, le plan reprend trop rarement les termes du sujet ce qui donne lieu à un argumentaire qui dévie progressivement du propos initial et se réfugie dans un sujet de cours traité !

Des conclusions de 3, 4 ou 5 lignes sont bien insuffisantes pour répondre au questionnement introductif. Des ouvertures de conclusion du type « *la 3e guerre mondiale aura-t-elle lieu du fait de l'ouverture des frontières ?* » sont révélatrices du fossé abyssal entre de très bons candidats qui ont travaillé et d'autres qui ne lisent pas et se cantonnent à une vision manichéenne du monde pour clore en bâclant la conclusion de leur « réflexion ».

Mais elle nous a aussi :

- **satisfaits** car la moyenne obtenue a été rapidement installée à 11,19 et l'écart type de 3,78 ont respecté les consignes en amont. Les notes supérieures à 15 sont suffisamment importantes en nombre (19,49 %) pour montrer que l'épreuve peut être très rémunératrice (44 copies entre 19 et 20) et que des candidats produisent des réflexions solides, étayées d'exemples précis et savent autant démontrer que montrer leur savoir.

- **surpris assez positivement** de voir que certains candidats n'hésitent pas à accompagner leur développement de schémas, expérience à encourager si ceux-ci sont étroitement en rapport avec le sujet et éclairent un argument. A titre d'exemple, citons un candidat qui a résumé sur un schéma rapide de l'Ethiopie l'ensemble des dépendances sédimentées depuis l'empire du négus ! Excellente initiative ! Mais il n'était point besoin pour comprendre l'évolution du commerce international de copier / coller un schéma sur le détroit de Malacca sans même noter les risques de piraterie !

- **confortés** dans l'idée qu'une bonne préparation garantit des performances et une reconnaissance ! En témoigne le sujet sur l'Afrique. Anticipé peut-être (l'Afrique n'était pas tombée à l'ESCP depuis 2014, à l'ESSEC depuis 2017, et plus encore à ECRICOME depuis 2011) ou au moins préparé de manière sérieuse, voire approfondie par les étudiants et leurs enseignants, il a donné lieu à des citations pertinentes, des références à des auteurs très bien ciblées et la formulation du sujet s'est révélée assez discriminante. Les copies convenables ou satisfaisantes montrent que les candidats se sont interrogés sur le maintien ou non des dépendances, sur le fait que les nouvelles n'effaçaient pas forcément les anciennes, et que l'expression « post-coloniales » pouvait renvoyer au néo-colonialisme mais pas seulement.

■ LES PRINCIPALES ERREURS DES CANDIDATS

Le sujet 1 : « L’Afrique au XXI^e siècle : de nouvelles dépendances postcoloniales ? »

- Trop souvent, le premier réflexe a été de rapprocher le sujet d’un autre sujet de cours mieux maîtrisé sur les "enjeux du développement africain". Beaucoup de candidats y ont vu un moyen de traiter une énième fois « l’Afrique est-elle bien, ou mal partie, ou repartie ou mieux partie », bref des classiques... Quand ce n’est pas une fiche technique sur « heurs et malheurs africains » !
- La dimension historique du sujet est souvent oubliée, avec trop souvent l’absence de référence à l’ancien « *scramble for Africa* » (question 1). L’actualité aidant, c’est le couple russo-chinois qui « mène la danse » ! Soyons cependant reconnaissants aux candidats de bien maîtriser l’actualité (les Sommets divers, les coups d’État, le *China bashing*, l’élection sénégalaise, etc).
- Les dépendances sont souvent analysées autour de trois acteurs : la France (dépendance du passé, dépassée), la Russie et la Chine. Les autres acteurs (étatiques ou non) sont ainsi bien souvent éludés. Curieusement, peu de copies évoquent le rôle accru de la Turquie, de l’Inde, les tentations des Émirats. Le déclin des anciennes puissances coloniales est parfois tel qu’elles disparaissent des radars des candidats ce qui tronque la réalité complexe des convoitises que suscite le continent africain. D’un point de vue historique, un regard rétrospectif sur le pré-carré de la « Plus Grande France » (Raoul Girardet) porté par le « Parti colonial » (Jean-Charles Ageron), aurait permis d’approcher « la France à fric » – ou du moins ce qu’il peut rester de la Françafrique (François-Xavier Vershave, peu évoqué), alors que l’« AfricaFrance » (Antoine Glaser) est évidente et que la mission civilisatrice voire messianique de la France s’éloigne.
- Par ailleurs, le rapport des sociétés civiles et des gouvernements aux dépendances n’est sans doute pas assez développé. C’est dommage car il y avait là une occasion de mobiliser une dimension essentielle de la géopolitique : à savoir l’analyse des représentations.
- Le rôle de l’UA (ou des organisations régionales) n’a pas été souvent étudié. Or c’était au départ par son engagement dans les conflits intra-africains que l’Afrique devait devenir responsable d’elle-même et limiter ses dépendances.
- De nombreuses copies témoignent d’une méconnaissance des dynamiques actuelles de l’Afrique. Tout n’est que pauvreté, famine, sous-développement et économie de rente... Les références sont parfois trop anciennes (Bairoch sur « l’arriération technologique », Dumont 1962, Sylvie Brunel étant à peu près ce qu’il y a de plus récent...). Beaucoup de copies sont centrées sur le XX^e siècle et n’arrivent au XXI^e que dans le III, flirtant ainsi avec le hors-sujet. Dans les moins bonnes copies, les émergents se limitent à la Russie et la Chine, avec des développements seulement nourris de la carte.
- Rares sont les candidats qui ont interrogé la possible inversion du lien de dépendance Europe/Afrique avec les exemples des hydrocarbures d’Afrique du Nord (dans le contexte des sanctions envers la Russie) et des accords UE/pays tiers pour la rétention des migrants.
- Nombreux sont ceux qui globalisent le continent africain alors qu’une typologie aurait été bienvenue. L’Afrique du Nord est aussi trop peu, voire non mobilisée : l’Algérie semble une terre inconnue des copies, comme la Tunisie, alors que le Maroc, l’Égypte voire la Libye sont davantage pris en compte, mais trop rarement. La diversité interne du continent est aussi trop peu abordée. Rares sont ceux qui ont pensé à évoquer les dépendances d’États non-africains à l’égard de l’Afrique pour nuancer leur approche.
- Pour les développements, des notions et des concepts utiles n’ont pas été suffisamment investis : néo-impérialisme et néocolonialisme, satellisation, asymétrie, autonomie et indépendance, piège de la dette, APD, accords de Yaoundé/Lomé/Cotonou/post-Cotonou, rôle des ONG (MSF et autres Croix-Rouge), frontières intangibles (UA) et exogènes (Michel Foucher), afrocentrisme, africanité...
- La bibliographie abondante sur le sujet a valu quelques incursions attendues (Severino et Hugon) mais rares ont été les références à Dambisa Moyo et son analyse de l’aide fatale, Dominique Moïsi sur le triomphe des émotions, Bertrand Badie et « l’État importé » et le dépassement du temps des humiliés

quand le Sud réinvente le monde... La surabondance d'ouvrages n'est évidemment pas un gage de réussite mais l'absence de références peut être un handicap.

- Il aura donc été relativement aisé aux 24 correcteurs de classer les copies et de ventiler les notes de 1 à... 20 !

Le sujet 2 : « Sommes-nous entrés dans l'ère de la démondialisation ? »

- Ce sujet, de toute évidence, a fait peur à de nombreux candidats. Cela explique certainement le fait que les copies sont très contrastées, avec moins de copies intermédiaires entre un lot de copies (très) faibles, faute de connaissances solides et d'une analyse rigoureuse du terme de démondialisation (avec une tendance à traiter des limites et vicissitudes de la mondialisation), et des copies de bon voire très bon niveau aux connaissances riches et à l'analyse pertinente. L'analyse de la démondialisation a souvent dérivé en une réflexion sur la « fin du multilatéralisme » et sur l'épidémie de Covid19 ou confinement rime avec recul de la mondialisation.
- Même s'il y avait une dimension prospective dans le sujet, on peut s'étonner du manque de profondeur historique des réponses. Par exemple, la rupture majeure dans le processus de la mondialisation évoquée par les candidats est celle de la pandémie et ses conséquences. La crise des *subprimes* et sa diffusion ne sont, de façon assez étonnante, que peu développées. Le ralentissement de la croissance du commerce international avant la pandémie n'est ainsi pas vu dans le document 1. Pour les documents 1 et 2, le COVID tient souvent lieu de seule explication...
- Des expressions ont manqué : glocal, « planète-moblie », hyperspatialité, *slowbalisation*, décroissance, post-croissance, bi-mondialisation car chacun renvoyait à une interprétation des inflexions de la mondialisation. Par ailleurs, la géographie disparaît de plus en plus au profit de l'économie : des territoires permettant d'ancrer le raisonnement dans l'espace manquaient cruellement.
- Des références auraient enrichi les démonstrations : Christian Grataloup (*Géohistoire de la mondialisation*), Gérard Dussouy (*Traité de relations internationales*, tome III : *Les théories de la mondialité*, 2009), Immanuel Wallerstein et le concept de « système monde ». Et même Marshall McLuhan a été oublié... Une typologie était possible via *The Globalization of World Politics* (2011) proposée par Peter Willets

CONSEILS AUX FUTURS CANDIDATS

1. Ne pas utiliser **le blanc correcteur** à cause du scan. Pour éviter les ratures, écrire à la plume avec une encre bleu foncé ou noire !
2. **Commencer par les réponses** aux questions : c'est l'assurance de les traiter, de leur consacrer du temps, de pouvoir y faire référence dans votre copie.
3. Penser que les **réponses aux questions doivent se limiter à 2 pages**. Même si dans la pratique, ceux qui dépassent ce seuil raisonnablement, ne sont pas sanctionnés dans la notation, en fait, ils se pénalisent eux-mêmes en perdant du temps pour la dissertation
4. **Ne pas hésiter à faire un schéma** intégré au développement si possible et dans le cas seulement où il éclairerait le raisonnement. Ce sera un plus ! Un schéma ou une carte peuvent compléter une sous-partie et mettre en avant une approche spatiale du phénomène étudié.
5. **S'entraîner au commentaire de statistiques et de documents** : analyse, critique, inflexions ou ruptures, mise en perspective, leçons essentielles à en tirer.
6. **Capitaliser durant l'année des lectures d'ouvrages récents sur le programme sur des questions centrales du programme et sachez en restituer le raisonnement**. Attention : une avalanche de références ne signifie pas une valorisation proportionnelle de la copie !
7. **Toujours mobiliser** un vocabulaire précis, les concepts fondateurs de la discipline, et des exemples spatiaux adaptés.
8. **Dans l'actualité, veiller** aux enchainements, étalonner les facteurs structurels et ne pas succomber au sensationnel ! Il faut toujours mobiliser l'épaisseur de l'histoire.
9. **Réviser le programme des deux années**, ses articulations, ses temps forts, sans calcul hypothétique sur des martingales de sujets possibles !
10. **Penser que la géopolitique est une matière rémunératrice et rêver aux 20 % de copies qui dès 2024 ont dépassé 15 sur 20**. Ferez-vous partie des heureux élus ?